

NE PAS PERDRE DE VUE VOS DROITS

Qu'est-ce que l'assurance invalidité

Est considéré comme invalide l'assuré présentant une invalidité réduisant au moins de moitié sa capacité de travail ou de gain. La loi algérienne sur les assurances sociales a défini les conditions et les critères de l'assurance invalidité. Il arrive que cette dernière se prolonge par une mise à la retraite.

En vue de déterminer le montant de la pension d'invalidité, les invalides sont classés en trois catégories. 1^{re} catégorie : invalides encore capables d'exercer une activité ; 2^e catégorie : invalides absolument incapables d'exercer une activité ; et 3^e catégorie : invalides absolument incapables d'exercer une activité et qui sont dans l'obligation d'avoir recours à l'aide d'une tierce personne.

Conditions : Pour bénéficier de l'assurance invalidité, le requérant ne doit pas avoir atteint l'âge de liquidation d'une pension de vieillesse et doit avoir été immatriculé depuis au moins un an à la date de constatation de l'in-

validité et doit remplir, à la date de l'interruption de travail ou de la constatation de l'état d'invalidité, les conditions d'activité prévue pour l'obtention des prestations en espèces de l'assurance maladie au-delà de six mois.

Montant : Le montant annuel de la pension représente un pourcentage (qui varie en fonction de la catégorie) du dernier salaire de poste perçu ou, s'il est plus favorable, du salaire annuel moyen de trois années qui ont donné lieu à la rémunération la plus élevée. Le pourcentage appliqué au salaire défini ci-dessus est de 60% pour les invalides de 1^{re} catégorie, 80% pour les invalides de 2^e catégorie, et 80% pour les invalides de 3^e catégorie. Ce dernier montant est majoré de 40% sans que la majoration puisse être inférieure à 33 396 DA par an (majoration pour tierce personne). Le montant annuel de la pension d'invalidité ne peut être inférieur à 2 300 fois le taux horaire du salaire national minimum garanti (75 DA).

L'indemnité complémentaire des pensions de retraite et d'invalidité (ICPRI), qui est une allocation différentielle, permet de porter le montant net de la pension à 10 000 DA par mois. Cette indemnité est attribuée

aux pensionnés invalides de 2^e ou 3^e degré, titulaires d'une pension d'invalidité dont le montant de la pension est inférieur à 10 000 DA/mois. A 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, la pension d'invalidité est transformée en pension de vieillesse d'un montant au moins égal à celui de la pension d'invalidité. Au titre d'un rattrapage du coût de la vie, les pensions d'invalidité ont fait l'objet d'une revalorisation de 4% qui a pris effet à compter du 1^{er} mai 2007, seulement pour les pensions dont les dates d'effet sont antérieures à janvier 2006.

Majoration pour tierce personne

Les personnes invalides pourront obtenir une majoration pour tierce personne de 40% du montant de la pension (sans pouvoir être inférieur à 33 396 DA par an) s'ils ont besoin de l'aide d'une tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie courante.

Réversion : L'assurance invalidité prévoit le versement d'une pension de survivants qui sera liquidée dans les mêmes conditions que dans le cadre de l'assurance vieillesse. Au décès

d'un titulaire d'une pension d'invalidité, les ayants droit bénéficient d'une pension de réversion.

Le conjoint n'exerçant aucune activité, les enfants à charge (âgés de moins de 18 ans, 21 ans en cas de poursuite d'études, et 25 ans en cas d'apprentissage), les ascendants à charge d'un titulaire d'une pension d'invalidité décédé, bénéficient d'une pension d'invalidité de survivant. Le montant de cet avantage est égal à un pourcentage du montant de la pension dont bénéficiait ou aurait bénéficié l'«invalidé».

Montant de la pension : Pour le conjoint, lorsqu'il n'existe pas d'autres ayants droit : 75% de la pension perçue par l'«invalidé» au moment de son décès. S'il y a un conjoint plus un deuxième ayant droit : 50% pour le conjoint et 30% pour l'autre ayant droit (enfant ou ascendant) par mois.

S'il y a plusieurs ayants droit : 50% pour le conjoint, les autres ayants droit se partagent 40% de la pension ; et s'il n'existe qu'un seul ayant droit enfant : 45%. Le montant cumulé des pensions d'ayants droit s'élève à 90%, dans la limite de 45% lorsque l'ayant droit est un enfant et 30% lorsque l'ayant droit est un ascendant.

PRESTATIONS FAMILIALES

Qui a droit à quoi ?

Selon la législation algérienne en vigueur, les prestations familiales sont servies pour les enfants à charge du travailleur (jusqu'à dix-sept ans ou vingt-et-un ans en cas de poursuite d'études). Depuis le 1^{er} octobre 1995, le montant des prestations est modulé en fonction des revenus de l'allocataire et du rang de l'enfant.

Les prestations qui peuvent être attribuées sont les suivantes : Les allocations familiales :

pour un allocataire ayant des revenus mensuels inférieurs ou égaux à 15 000 DA, le montant des allocations familiales s'élèvera du premier au cinquième enfant à 600 DA par mois et par enfant ; à partir du sixième enfant, ce montant est de 300 DA par mois. Pour un allocataire dont les revenus mensuels dépassent les 15 000 DA, le montant des allocations familiales s'élèvera à 300 DA par mois et par enfant quel que soit son rang. L'allocation de scolarité : cette allocation annuelle

est versée en une seule fois pour chacun des enfants scolarisés âgés de 6 à 21 ans.

Si l'allocataire dispose de revenus mensuels inférieurs ou égaux à 15 000 DA, elle est égale à 800 DA par enfant du premier au cinquième et à 400 DA par enfant à partir du sixième.

Si l'allocataire dispose de revenus mensuels supérieurs à 15 000 DA le montant de l'allocation est égal à 400 DA par enfant quel que soit son rang.

Courrier des lecteurs

Galère des retraités Sonelgaz

Nous, retraités de Sonelgaz, venons par le biais de votre rubrique soulever un problème crucial qui nous touche. Le fonds de retraite complémentaire instauré par l'ex-EGA et repris par Sonelgaz en 1969 était géré d'abord par la caisse du régime particulier jusqu'en 1985, date de l'unification des caisses d'assurances sociales et de retraite.

Depuis 1985, ce fonds a été géré d'abord par la caisse mutuelle puis par Sonelgaz depuis 2004.

Ce fonds fonctionne avec les cotisations des agents et des employeurs.

Les cotisations des agents sont de 1,5% et de 1% maximum pour l'employeur. A noter qu'avant 1985, la cotisation agent était de 3%. La pension de retraite complémentaire, qui est normalement de 20%, va en s'amenuisant pour devenir insignifiante au fil des années puisqu'elle n'a pas été

réévaluée. Elle reste figée. Ce qui est encore plus aberrant, c'est que le retraité continue de cotiser sur sa pension. Vous pouvez trouver des pensions de 100 DA/mois et peut être moins pour des retraités qui ont cotisé pendant 40 ans et plus. Cependant, nous nous interrogeons : soit ce fonds est mal géré et il supporte beaucoup de charges inutiles ; soit les taux de cotisations des agents et des entreprises sont insuffisants et qu'il y a lieu de les relever. Par conséquent, nous revendiquons auprès des instances syndicales et de l'entreprise que la pension de retraite soit révisée annuellement au même titre que celle de la CNR (mois de mai), et que la pension de retraite complémentaire soit exempte de cotisation de retraite.

Un groupe de retraités Sonelgaz

Un appelé en guerre !

Beaucoup a été dit et redit en ce qui concerne les appelés du service

national. Mais mon problème à moi n'a pas été posé. J'ai été appelé en 1973 et embarqué en Egypte pour la guerre d'octobre 1973, où j'ai passé 19 mois en compagnie.

Libéré en 1975, j'ai été rappelé cinq mois plus tard pour Tindouf où j'ai passé 12 mois. Comment sont calculées mes années de service national? Aucun avantage, ni social ni moral. Et pas un merci pour avoir participé à tous ces événements.

M. Mellak Mohamed, Ouled Yaich, wilaya de Blida

RÉPONSE : La loi relative à la retraite précise qu'en cas de départ à l'âge légal de 60 ans, les années de service national et de mobilisation militaire sont comptabilisées dans le cadre du calcul du montant de la retraite, pour ceux qui étaient en activité salariée au moment de l'appel sous les drapeaux.

Quels droits pour l'ayant droit d'un ancien OCFLN ?

Mon père Flici Kadour a participé à la guerre de Libération nationale en tant qu'OCFLN à Koléa où il avait un refuge. Par ailleurs, 2 de mes frères sont tombés au champ d'honneur (Flici Ali et Flici Mohamed). Mon père a été condamné à mort et a été incarcéré à la prison de Koléa — lieudit Rozaza. Actuellement, je demande le recouvrement de mes droits, en ma qualité d'ayant droit de cet ex-condamné à mort.

Flici Boudjemaâ, Koléa, wilaya de Tipasa

RÉPONSE : Dans le cadre général des pensions de retraite et des pensions militaires ou des moudjahidine, les ayants droit peuvent bénéficier de la réversion sous certaines conditions : ils doivent être mineurs, étudiants, majeurs sans revenus ou handicapés.